

Les « Roms » à Nice : des migrants parmi d'autres ?

• Swanie Potot

*Chargée de Recherche en sociologie (CNRS) **

L'article s'appuie sur une recherche qualitative menée auprès de migrants roumains dans la région niçoise. Le propos consiste à déconstruire la catégorie « Rom », communément mobilisée pour désigner ces personnes, en revenant sur un certain nombre de préjugés y afférant. Le nomadisme, l'habitat en bidonville, la mendicité ou la culture « des roms » sont examinés à la lumière d'une condition sociale, celle de migrants pauvres, pour mettre en relief le processus d'essentialisation ethnique qui nourrit cette désignation. Dans cette perspective, la migration n'apparaît plus comme un trait culturel indépassable mais comme une stratégie d'ascension sociale au sein d'une Europe inégalitaire.

Dossier

En sociologie, le recours à une catégorie ethnique pour définir un ensemble d'individus ne va pas de soi. Comme l'ont souligné un certain nombre de chercheurs, la désignation ethnique est bien plus souvent l'expression d'une frontière sociale entre des groupes que celle d'une essence culturelle ou biologique qui distinguerait des individus de manière objective (Poutignat & Streiff-Fénart, 1995). En ce sens, les « Roms », label dont la sphère politico-médiatique s'est emparée depuis quelques années, est une catégorie qui mérite d'être déconstruite. Le terme déconstruire ne signifie pas que l'on cherche à montrer qu'elle n'a aucun sens ou qu'elle est usurpée, mais

plutôt à tenter de comprendre ce qu'elle recouvre, au-delà des préjugés sur ceux qu'elle désigne.

C'est dans cet esprit que j'ai entrepris, à partir du début de l'année 2013, une enquête de terrain auprès de personnes qui étaient nommées « Roms » par les médias, les décideurs politiques, les travailleurs sociaux et les militants de la société civile dans les Alpes-Maritimes. Immersée dans la vie associative locale, durant trois années, j'ai rencontré et eu de nombreux échanges avec des personnes sur leurs lieux de vie, j'ai discuté avec différents intervenants, j'ai suivi les diagnostics et les actions de la préfecture, j'ai participé à diverses

* Université Côte d'Azur /CNRS, Unité de recherche Migrations et société (URMIS), UMR 8245 – IRD UMR 205
swanie.potot@cnrs.fr

actions de soutien (à la scolarisation, au suivi médical, à des régularisations administratives...). Ces observations approfondies ont été complétées par un court séjour en Roumanie à l'automne 2015. Dans les lignes qui suivent, j'entends donc présenter en quelques mots cette population, en montrant que la désignation ethnique est une forme d'essentialisation d'une condition sociale ou, dit autrement, que la situation de ces personnes et leurs pratiques quotidiennes s'expliquent bien davantage par leur paupérisation que par leur appartenance à une culture spécifique.

Point de nomades dans les bidonvilles

En me rendant sur les lieux de vie « roms » pour participer à des actions de solidarité, j'ai pu constater que la vaste majorité de ces personnes était issue de Roumanie – les autres nationalités de l'Est-européen étant presque absentes. Bien que les mouvements pro-rom (comme *La Voix des Roms* ou *l'Union Rom Internationale*), tout comme le grand public, amalgament souvent de nombreux groupes sous ce label, il est important de souligner la spécificité du groupe étudié. Tandis que certaines populations, auxquelles il est amalgamé, revendiquent une identité forte et défendent parfois leur droit à vivre selon des modalités alternatives à celles de la société majoritaire, sans pour autant forcément souffrir de la pauvreté, les personnes enquêtées tentent de survivre dans une grande précarité malgré les restrictions légales à leur séjour en France¹. Elles ne font pas état, par ailleurs, d'un sentiment d'appartenance à la vaste « communauté rom » transeuropéenne. Bien qu'elles connaissent cette appellation, elles se désignent le plus souvent elles-mêmes comme « Tsiganes », soit une des nombreuses catégories ethniques existant en Roumanie à côté de la population majoritaire, dite d'origine géto-dace². Si elles considèrent que ce groupe existe également dans d'autres pays de l'Est-européen, c'est en France qu'elles se découvrent membres d'une grande ethnie répandue sur toute l'Europe, faisant des Tsiganes les frères

des Gitans français ou des Kalés espagnols. Comme le souligne la situation présentée ci-après, cet amalgame est établi par les sociétés majoritaires et par les élites représentantes des Roms, mais il ne s'exprime guère dans la vie quotidienne des sujets.

En périphérie de Nice, un camp-bidonville abritait une petite centaine de personnes aux abords d'une aire de stationnement des Gens du voyage³. Malgré la proximité géographique, les relations entre les migrants d'Europe de l'Est et ceux qu'ils appelaient les Gitans étaient relativement distantes. A la différence des habitants du foyer de travailleurs positionné dans le même quartier, ceux des (luxueuses) caravanes ne fréquentaient jamais les baraquements des Roumains. Ils pouvaient parfois faire preuve d'une certaine générosité en offrant de vieux vêtements ou des couvertures (comme le faisait la population majoritaire), mais n'entretenaient aucune sociabilité avec leurs voisins venus de l'Est, qui d'ailleurs n'avaient, eux-mêmes, pas accès à l'aire de stationnement gardée jour et nuit. Comme me le firent remarquer plusieurs interlocuteurs vivant sur le camp, ces deux groupes ne parlaient pas la même langue et n'appartenaient pas aux mêmes classes sociales. Sans nier le fait qu'il puisse exister une culture rom transnationale, de part et d'autre du grillage qui les séparait, je n'ai jamais entendu de chants collectifs autour du feu, et les habitudes culinaires de ma population d'étude étaient surtout marquées par les savoir-faire roumains en la matière. Les rares fois où j'ai pu observer des Tsiganes en tenue traditionnelle, celle-ci était largement inspirée des costumes de fête des paysans de la Transylvanie d'où ils étaient originaires. Ainsi, seul un regard peu averti ou normatif⁴ est susceptible de considérer que Tsiganes roumains et Gens du voyage forment une même communauté. Sur notre terrain d'étude, le lien entre les deux populations était plutôt le fait d'un certain rejet par la population dominante qui avait pour conséquence une même relégation aux marges de la ville.

Depuis quelques années, dans le département étudié comme dans le reste de la France, c'est surtout la population venue des pays de l'Est qui a donné un nouvel écho à la « question

rom » (Csanády & Briard, 2014 ; Legros & Rossetto, 2013). Une attention fine à l'histoire montre qu'il ne s'agit en rien, comme on a parfois pu l'entendre, de la reprise de pratiques nomades séculaires que la séparation de l'Europe en deux blocs étanches, du temps des régimes communistes, aurait mis à mal. En Roumanie, ceux que l'on appellera par la suite les Tsiganes seraient arrivés des Balkans au XIV^e siècle, à un moment où l'extension de l'empire ottoman entraînait de grands déplacements de populations en Europe. Ils furent dès lors asservis, assimilés, en Transylvanie, au statut des Serfs, tandis qu'en Valachie et Moldavie ils devenaient la propriété des Boyards⁵, des monastères ou des princes, les insérant durablement dans des territoires locaux (Olivera, 2009)⁶. Le servage ne fut aboli qu'au XIX^e siècle et, bien que peu mis en lumière, ce passé reste encore aujourd'hui un profond marqueur de dépréciation sociale (Reyniers, 1995).

Si la dictature de Nicolae Ceausescu ne les a pas épargnés, c'est surtout la crise induite par la transition vers le capitalisme qui les a durement touchés. Occupant très souvent des emplois subalternes et mal rémunérés, le déclassement général dû à la récession économique les a souvent poussés hors de la sphère du marché du travail. Lors du recensement de 2002, parmi la population se déclarant de ce groupe, le taux de chômage atteignait les 28% contre une moyenne nationale de 11%. L'ancien directeur de la Banque mondiale et le millionnaire Georg Soros considèrent ainsi que dans toute l'Europe de l'Est, « *Les Roms ont été parmi les plus grands perdants de la transition depuis 1989. Ils furent souvent les premiers à perdre leurs emplois au début des années 1990, et ils ont été continuellement empêchés de ré-entrer dans le marché du travail du fait de leur manque de compétences et des discriminations persistantes* »⁷ (Wolfensohn & Soros, 2003). Sans emploi, certains ont également été poussés hors des logements qu'ils avaient obtenus durant l'époque précédente, ceux-ci étant récupérés par des Roumains « non-ethniques » eux-mêmes en grande difficulté (Plainer, 2014). C'est donc dans un contexte général de déclassement des populations roms en Europe

de l'Est, après 1989 (Sigona & Trehan, 2009), qu'il faut replacer les mobilités des personnes étudiées. Si elles partent vers l'Occident, c'est, avant tout, comme d'autres ressortissants de l'ancien bloc communiste avant elles, pour résister à la crise (Potot, 2009).

Le bidonville, une forme ancienne d'habitat migrant

Dans les pays d'Europe de l'Ouest, l'habitat précaire est un trait caractéristique, presque emblématique, du mode de vie de cette population. Or, non seulement les « Roms » ne sont pas les seuls à peupler les bidonvilles, qui sont réapparus en France depuis une quinzaine d'années (Olivera, 2011), mais ils s'inscrivent, par là-même, dans une longue histoire sociale des migrations dans ce pays. Colette Pétonnet (1979) décrivait déjà, dans les années 1970, la disparité de la population qui vivait ainsi aux marges des grandes villes françaises, dans des conditions misérables. A Nice, à quelques kilomètres du lieu où se trouve le camp mentionné ci-dessus, un bidonville abritant plusieurs milliers de personnes, essentiellement des ouvriers du bâtiment maghrébins, s'est maintenu jusqu'en 1976 (Gastaut, 2004). Les commentaires sur l'insalubrité des lieux, sur les mœurs de leurs habitants ou sur leur supposée volonté de se maintenir à l'écart de la société majoritaire au nom d'une certaine préservation culturelle étaient semblables à ce que l'on entend aujourd'hui au sujet des Roms de Nice (Mourlane, 2015).

Pourtant, une attention aux pratiques et aux discours de ces derniers laisse apparaître une image bien différente. Les cabanes et les squats de maisons abandonnées ne constituent nullement un aboutissement pour ces migrants, qui en général habitaient de vrais appartements avant leur départ de Roumanie. Mais, faute de moyens financiers et légaux, ces abris de fortune, tout comme l'occupation de véhicules pour y dormir, permettent à des familles de survivre et de concentrer leurs revenus sur d'autres besoins. On ne note pas, non plus, dans

ces divers lieux de vie, d'organisation communautaire antérieure à la situation migratoire. Quelques personnes s'imposent parfois du fait d'une personnalité plus forte ; cependant, on ne distingue pas de chef ou de patriarche dans les lieux de vie, où les relations sont, par défaut, horizontales. On trouve des unités familiales composées de quelques personnes, des couples avec enfants ou des familles monoparentales, parfois étendues à des grands-parents. Ces unités sont indépendantes les unes des autres et développent des stratégies autonomes. Des liens de cousinage ne sont pas rares, mais ils n'impliquent pas d'activités communes, ni même de solidarité spontanée entre leurs membres. Si ces personnes sont nombreuses à vivre au même endroit, c'est bien davantage par faute d'alternative que par choix.

Travailler à la marge de l'économie dominante

Si ces personnes ont choisi de se rendre en France, c'est dans l'espoir d'y vivre mieux qu'en Roumanie. Lorsque l'on vit à – et de – la marge d'une société, la qualité de vie est intrinsèquement liée au niveau de richesse globale de la société. C'est ce que résume une dame par ces propos « *Dans les poubelles ici, tu trouves plus de choses, des choses plus belles (...). En Roumanie, ils sont tous pauvres, alors ils jettent rien* »⁸ ou encore « *La manche, en Roumanie, ça gagne pas ; ils te donnent pas. Si tu fais trois lei dans un jour, t'es content. Ici, surtout vers Noël, tu peux gagner bien... des fois c'est vingt euros dans la journée, même plus* »⁹. Chiner et mendier sont les deux principales activités professionnelles des personnes enquêtées. Si ces métiers ne sont pas inscrits à la nomenclature des catégories socio-professionnelles de l'INSEE, ils sont pourtant exercés avec professionnalisme par les sujets étudiés. Dans les deux cas, ils sont régulés par des horaires, une organisation et un partage du territoire urbain rigoureux, une régularité dans l'exercice, une division par tâches selon les compétences et les aptitudes de chacun. La

mendicité est plus rentable, lorsqu'elle est exercée par les femmes et quand il y a des enfants. Elle est aussi plus facile à mettre en œuvre, lorsque l'on a la charge d'enfants en bas âge ou que l'on est trop fatigué, voire malade. Mais quémander n'est pas une occupation de tout repos ; elle exige une implication et des savoir-faire particuliers : il faut savoir attirer l'attention et la bienveillance, fidéliser ses donateurs en établissant une relation suivie, se faire accepter par les commerçants environnants, éviter la répression policière, rester indifférent aux expressions de mépris ou de racisme, etc. Plusieurs femmes m'ont fait part de leur volonté de ne pas – ou de ne plus – exercer cette activité difficile et très exposée. La honte revenait fréquemment dans les conversations sur le sujet et, en comparaison, travailler *aux poubelles* semblait moins coûteux sur le plan moral.

Contrairement à la manche, l'activité, qui consiste à collecter des objets au rebut, est encadrée dans l'économie locale et ne dépend pas uniquement des sentiments que l'on parvient à créer chez le dominant. Elle permet d'éviter la confrontation directe avec les majoritaires et d'occulter ainsi leur mépris. Elle est exercée tant par les hommes que par les femmes et est perçue comme moins dévalorisante que la mendicité, introduisant ainsi une hiérarchie dans les activités rémunératrices. Après leur récolte, tous les déchets récupérés sont triés : certains pourront être réparés ou juste nettoyés et monnayés sur un marché, d'autres devront être désossés en vue de revendre les métaux au poids à la déchetterie, faisant entrer l'activité des biffins dans un marché du recyclage de vaste ampleur (Florin, 2015). D'autres encore, comme les vêtements ou certains appareils électroniques, seront mis de côté pour les importer en Roumanie, où l'on pourra en tirer un meilleur profit lors d'un prochain voyage. Chacune de ces activités rapporte, selon mes informateurs, quelques dizaines d'euros par semaine et, si l'on dit généralement « *aller aux poubelles* » ou « *en ville* » pour désigner ces occupations, on dit aussi que l'on part « *au travail* ».

En quête de dignité

Ainsi, le choix de s'établir en France est d'abord le fruit d'une rationalité économique. Mais en écoutant les discours de mes interlocuteurs, et notamment ceux des femmes avec lesquelles j'ai eu des conversations répétées et plus intimes, un second registre d'argumentation soutenait le choix de la France comme destination migratoire : l'ascension sociale y semblait davantage réalisable. On l'a dit, pour beaucoup, la carrière en Roumanie, avant le départ, est une expérience de déclassement : sur une ou deux générations, tous nos informateurs faisaient le constat d'un accroissement de leurs difficultés sociales et économiques. La mobilité vers l'ouest vise non seulement à compenser un manque de rentrées économiques dans le temps présent ; elle permet également d'envisager de rompre avec cette spirale décadente pour s'inscrire dans un parcours tendant vers du mieux.

Dans les propos de mes informateurs, l'attitude de l'Etat français, à travers ses dispositifs sociaux, mais aussi dans sa doctrine égalitariste, serait susceptible de les mettre sur la voie de la réussite. Tout en étant confrontés au quotidien à des expulsions répétées, à des harcèlements policiers ou des mises en cause par la population dominante, ils comparent les opportunités qu'offrent les sociétés roumaine et française en termes d'ascension sociale, de possibilité de s'en sortir. Bien que présent également en France, le racisme serait, selon eux, beaucoup plus virulent en Roumanie et y freinerait toute émancipation. La migration permettrait alors de voir ses efforts récompensés à leur juste valeur. Obtenir un logement salubre et un emploi salarié régulier, n'est pas seulement une quête matérielle ; cela renvoie tout autant à la reconquête d'une certaine dignité. Se rapprocher de la norme pour s'éloigner du statut d'exclu, de marginal, de mendiant est un des moteurs de la migration. Se confondent dans leur quête « confort » matériel, position et reconnaissance sociales. Certains d'entre eux – ou leurs parents – avaient accès à

une position jugée modeste mais respectable avant la crise de la transition ; ce n'est donc pas un rêve inaccessible, encore moins une rupture par rapport à des traditions ou un habitus. Au-delà des difficultés matérielles, mes interlocuteurs regrettaient souvent l'image qu'ils donnaient d'eux-mêmes dans la rue et se satisfaisaient mal du regard d'autrui. D'où ce sentiment de honte dont témoignaient un certain nombre de femmes lors de nos conversations.

Mes interlocuteurs se savaient « racisés », la référence au racisme des Gadjé revenait régulièrement dans les discours, et ils ne remettaient guère en question leur assignation ethnique tzigane, n'hésitant pas à utiliser l'expression « *Nous les Tsiganes* » pour parler des compatriotes de la ville qui partageaient leur situation. Pourtant, ils luttèrent au quotidien, avec humilité, contre les stéréotypes dont ils se sentaient affublés. Les revendications explicitement antiracistes n'étaient pas fréquentes, mais les nombreuses remarques, explications ou mises au point pouvaient souvent être comprises comme des réponses à des clichés répandus dans la population dominante. En tant qu'enquêtrice-aidante française de l'université, j'étais notamment destinataire de ces clarifications. Les propos, entendus à maintes reprises, qui consistaient à se défendre de se complaire dans une situation misérable, peuvent être interprétés en ce sens. Vivre dans une très grande précarité n'est pas plus supportable pour ces personnes que pour tout un chacun ; s'en plaindre, c'est déjà se situer du côté de la norme. Refuser d'envisager l'habitat en bidonville comme une solution à long terme, c'est prendre ses distances avec une conception essentialisante qui voudrait que les Tsiganes soient miséreux, intrinsèquement adaptés à l'indigence, que ce soit par nature ou par intériorisation d'une position sociale inférieure.

De ce point de vue, c'est aussi dans une quête de respectabilité qu'ils exprimaient leur envie de vivre mieux. Au-delà des conditions matérielles, c'est cette respectabilité que la migration permettait d'envisager, tandis qu'elle semblait définitivement abandonnée en Roumanie du fait, selon leurs dires, de

discriminations plus virulentes et d'une conjoncture socio-économique bloquée.

Notes

- 1 Comme tout ressortissant européen, pour vivre légalement dans un pays de l'Union européenne, elles doivent pouvoir attester de ressources financières régulières, ce qui n'est généralement pas le cas.
- 2 Le recensement roumain reconnaît une vingtaine de catégories ethniques.
- 3 C'est là la désignation officielle, indépendamment des autodéfinitions des personnes qui utilisent cette aire.
- 4 Ce n'est pas par manque de connaissances que des associations défendent l'existence d'un groupe rom pan-européen, mais parce qu'elles poursuivent un objectif politique : rassembler des groupes épars, souffrant des mêmes discriminations à travers l'Europe, est susceptible de leur offrir une force sur l'échiquier politique.
- 5 Grands propriétaires terriens.
- 6 Voir à ce propos le film de Radu Jude Aferim ! sorti en 2015.
- 7 Traduction personnelle de l'original : *Roma have been among the biggest losers in the transition from communism since 1989. They were often the first to loose their jobs in the early 1990's, and they have been persistently blocked from re-entering the labor force due to their often inadequate skills and pervasive discrimination.*
- 8 Discussion avec Carmen, juillet 2013, au camp, traduit du roumain.
- 9 Discussion avec Titi, mai 2014, sur le parking de son van-foyer.

Références

- Briard, M. & Csanády, H. (2014). The representation of the romani in the French press. *Studia Europaea Studia Universitatis Babes-Bolyai*, n° 3, 95–107.
- Florin, B. (2015). Les récupérateurs de déchets à Casablanca : l'“inclusion perverse” de travailleurs à la marge. *Sociologie et sociétés*, 47, n° 1, 73–96.
- Gastaut, Y. (2004). Les bidonvilles, lieux d'exclusion et de marginalité en France durant les trente glorieuses. *Cahiers de la Méditerranée*, n° 69, 233–250.
- Legros, O. & Rossetto, J. (2013). La “question rom” en Europe aujourd'hui : Regards croisés et mises en perspectives. *Etudes Tsiganes*, 46, 4–25.
- Mourlane, S. (2015). Eclairage - Le dernier bidonville de Nice - Ina.fr. *Repères méditerranéens*. En ligne : <http://fresques.ina.fr/reperes-mediterraneens/fiche-media/Repped00407/le-dernier-bidonville-de-nice.html>.
- Olivera, M. (2009). Introduction aux formes et raisons de la diversité rom roumaine. *Etudes Tsiganes*, n° 38, 26–39.
- Olivera, M. (2011). *Roms en (bidon)villes : quelle place pour les migrants précaires aujourd'hui ?* : une conférence-débat de l'Association Emmaüs et de Normale Sup', 11 mai 2011. Paris : Editions Rue d'Ulm-Presses de l'Ecole normale supérieure.
- Pétonnet, C. (1979). *On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues*. Paris : Ed. Galilée.
- Plainer, Z. (2014). “It was useless be hired in factories” – state-communist forced urbanization, industrialization and informal market position in a one-time Roma colony from Oradea, communication au colloque *Conferinta Anuala a Societatii de Antropologia Sociala si Culturala din Romania*, Cluj-Napoca, Université Babes-Bolyai.
- Potot, S. (2009). Circuler pour travailler : les migrations économiques en Europe. In B. Petric & J.-F. Gossiaux (dir.), *Europa mon Amour. 1989-2009 : un rêve blessé* (pp.193-206). Paris : Edition Autrement.
- Poutignat, P. & Streiff-Fénart, J. (1995). *Théories de l'ethnicité. Suivi de Les groupes ethniques et leurs frontières par F.Barth*. Paris : Presses Universitaires de France.

Reyniers, A. (1995). En Roumanie, de l'esclavage à la démocratie. *Hommes et Migrations*, n°1188-1189, 59-63.

Sigona, N. & Trehan, N. (2009). *Romani Politics in Contemporary Europe : Poverty, Ethnic Marginalisation and the Neoliberal Order*. Basingstoke (U.K.) : Palgrave Macmillan.

Wolfensohn, J. D. & Soros, G. (2003). Why the Roma matter in Europe. Communication au colloque *Roma in an expecting Europ, challenges for the futur*, Budapest, 30 juin-1er juillet.